

Consultation publique (UA) 111-63
Fiche – Évaluation des solutions possibles
aux préoccupations – Plan spécial

1	LISTE DES PREOCCUPATIONS LIEES A L'ENJEU	
	Document de référence	Personne ou organisme émetteur de préoccupations
	classement_preoc_region_Plan_special_11263.doc	Marie-Eve Paquette, Coopérative de solidarité du Cap Catherine Beau-Ferron Guillaume Gauffre Antoine Desrosiers Vincente Bruneau
2	PREOCCUPATION	
	Planification : X Opérationnelle :	
	Brève description de la préoccupation et des objectifs poursuivis afin de résoudre la problématique ou d'améliorer la situation : La coopérative du Cap utilise le territoire visé par l'aménagement forestier dans un volet d'activité nommé "Forêt animée". Le territoire est aménagé de petit sentiers et de quelques infrastructures mineures qui aident à l'organisation de jeu grande nature ou les gens viennent vivre un scénario fantastique style théâtrale en forêt. Comme les coupes visent un secteur très proche d'un chalet privé que nous utilisons en période de ski, nous sommes inquiets de la dénaturation du paysage et de l'augmentation potentielle du vent. Nous utilisons principalement ces secteurs à des fins de ski hors-pistes, télémark, etc. Ce qui nous intéresse est la qualité de la neige (pas trop soufflé par le vent) le ski en sous-bois protégé et la beauté du paysage. On y récolte aussi de façon non commerciale, des champignons et autres plantes comestibles. C'est un secteur très fréquenté et apprécié de la population local. Un grand réseau de sentier qui entrecoupe des terres privées et publique nous donne accès à l'arrière-pays et contribue à notre qualité de vie de citoyen en donnant accès au territoire. Note : 5 demandeurs pour le même secteur. Solutions proposées par le demandeur Ne pas réaliser les coupes prévues.	
3	LOCALISATION DE LA PREOCCUPATION	
	Situer brièvement le territoire concerné par la préoccupation :	
	Secteurs à proximité de Cap-au-Renard	
	Carte jointe : Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
4	ENJEU	
	Harmonisation des usages	

5	OBJECTIF
	Intégrer dans les plans d'aménagement forestier intégrés, des activités favorisant le développement ainsi que la protection des ressources et des fonctions de la forêt et les réaliser.
6	ÉLÉMENTS DE SOLUTION EN VIGUEUR OU A VENIR
	Identifier les objectifs gouvernementaux et régionaux, les mesures, les modalités, etc. qui affectent l'enjeu (LADTF, SADF, PATP, RADF, FSC, ententes d'harmonisation, etc.) :
	VOIC
7	SOLUTIONS POTENTIELLES
	Identifier des mesures, des modalités ou des actions pour solutionner l'enjeu et documenter les principaux avantages ou inconvénients pour chacune des solutions (évaluation des impacts des solutions possibles) :
	Le MFFP ne conclura pas d'entente d'harmonisation avec les demandeurs (voir section 9).
	Informar la coopérative de solidarité du Cap et les autres demandeurs que les secteurs ne sont pas prioritaires pour le plan spécial de 2019.
	Informar la coopérative de solidarité du Cap et les autres demandeurs qu'ils peuvent communiquer avec le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (MERN) afin d'explorer les outils à leur disposition pour faire reconnaître officiellement l'usage de ce territoire à des fins communautaires ou autres.
	<ul style="list-style-type: none"> 1- Conserver les secteurs à la planification 2- Tenir compte de toute nouvelle affectation du territoire en 2020 et plus
8	SOLUTION PRECONISEE PAR LA TABLE
	Identifier parmi les éléments de solutions potentielles ceux qui sont préconisés par la Table :
	- Sans harmonisation TGIRT
9	CONSIDERATIONS IMPORTANTES ET AUTRES COMMENTAIRES
	<p>À titre de comparaison, le MFFP ne convient pas de mesures d'harmonisation des usages avec des chasseurs afin de protéger un « territoire de chasse » revendiqué.</p> <p>Par contre, les préoccupations émises ont fait en sorte que le territoire a été analysé plus en détail.</p> <p>Ces secteurs sont constitués de peuplements faisant partie de la possibilité forestière mais non prioritaires au plan spécial 2019.</p> <p>Cette décision est basée sur des considérations forestières et est circonstancielle. La non-utilisation de ces secteurs en 2019, ne constitue pas une forme de protection permanente. Il est d'ailleurs possible que ces secteurs soient récoltés dès 2020, sans être consultés à nouveau.</p>

